

LE LYCÉE AGRICOLE PUBLIC DE CAPOU-MONTAUBAN CIBLE DE LA COORDINATION RURALE 82 : INACCEPTABLE !

Le 30 avril la DDT du Tarn-et-Garonne avait invité les agriculteur·ices du département à une réunion d'information sur la mise en place du "contrôle unique des exploitations agricoles" au Lycée Agricole Public de Montauban.

A l'aube, des membres de la Coordination Rurale ont bloqué tous les accès du lycée avec des cadenas qu'ils ont soudés, empêchant élèves, étudiant·es, apprenti·es et personnels d'accéder à l'établissement. Ils auraient préféré des menaces à l'encontre de personnels de direction de l'établissement et ont déversé seize bennes de déchets agricoles, matériaux et polluants divers devant l'entrée principale.

Dans ces conditions, la direction a décidé d'annuler tous les cours et de renvoyer les personnels et les élèves chez elles et eux.

Ils affirment qu'ils ne "visaient pas le lycée". C'est pourtant le résultat de leur action ! Ils s'en sont pris à l'éducation, comme ils s'en sont pris par le passé à la recherche agronomique publique ou à des établissements publics, en les dégradant et en menaçant ses personnels. Des slogans menaçants et hostiles à l'égard de l'Office français de la biodiversité étaient affichés.

Ils ont menacé de réitérer des actions similaires à chaque fois que ce type de réunion serait programmée sur le lycée.

Les représentant·es des personnels dans les instances ne se voient légitimement pas siéger sereinement aux côtés d'administrateur·rices qui s'en prennent à leurs outils d'enseignement et de formation avec cette violence.

La section régionale du SNETAP-FSU Occitanie exige que toutes les mesures pour protéger les établissements soient prises contre de tels actes violents, dégradants, et compromettant la sécurité des élèves, étudiant·es, apprenti·es et des personnels. En effet, tous les accès ayant été bloqués dès 5 heures du matin et interdisant toute évacuation médicale ou toute intervention des secours, la Coordination Rurale n'a tenu aucun compte du fait que le lycée dispose d'un internat hébergeant plus de 80 internes ainsi que de logements de fonction pour des personnels et leurs familles.

La section régionale du SNETAP-FSU Occitanie dénonce avec force cette action violente et réaffirme que les établissements d'enseignement agricole public doivent rester des lieux d'apprentissage, de débats et controverses scientifiques, dans le respect de la liberté pédagogique.